

Le plan d'action des ministres du Travail du G20 doit être étayé par des investissements (24.05.12)

21 mai 2012 : Les syndicats internationaux ont accueilli favorablement le plan d'action des ministres du Travail du G20 visant à créer des emplois de qualité, des emplois verts et des emplois destinés aux jeunes, mais ont averti que les dirigeants du G20 doivent décider d'investissements urgents et concertés pour permettre la mise en œuvre de ce plan.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, a déclaré que les ministres du Travail doivent transmettre ce message au sommet du G20 de Los Cabos, pour exhorter à ce que des investissements concertés soient entrepris dans le domaine des infrastructures afin de permettre de manière prioritaire le développement d'infrastructures écologiques et d'emplois verts.

« Les engagements pris à l'égard du chômage des jeunes en passant par la promotion du système d'apprentissage et l'investissement dans les compétences sont eux aussi importants pour garantir l'inclusion sur le marché de l'emploi.

Les ministres du Travail ne doivent cesser leurs efforts tant que les jeunes n'auront pas retrouvé un avenir.

Les inégalités sont maintenant reconnues par l'OCDE et l'OIT comme une entrave à la croissance durable ; d'où la nécessité de la protection sociale, d'un salaire minimum qui permette vraiment aux travailleurs de vivre, et d'une négociation collective robuste capable de changer les choses », a déclaré Sharan Burrow.

Les analyses économiques réalisées par le Millennium Institute indiquent qu'un investissement annuel de juste 2 % du PIB pendant cinq ans dans l'économie verte pourrait créer jusqu'à 48 millions d'emplois.

Dans les pays du G20 :

- 20-50 % des jeunes sont au chômage ;
- 30-70 % de l'économie est informelle ;
- malgré une multiplication par deux du rendement du travail au cours des deux dernières décennies, la part salariale de la productivité continue de diminuer.

« C'est la création d'emplois qui est à l'ordre du jour, mais ce qui est plus important encore, ce sont des mesures pour respecter les engagements relatifs à l'emploi ; au-delà des ministres du Travail, ce sont les ministres des Finances qui doivent intervenir.

Il existe un profond déficit de crédibilité entre des conclusions qui pourraient être très importantes et la situation sur le terrain. C'est là le défi à relever par les gouvernements à Los Cabos », affirme John Evans, secrétaire général de la commission syndicale consultative auprès de l'OCDE.

Erick, jeune électricien de 21 ans, a indiqué dans le cadre de l'enquête mondiale de la CSI à Guadalajara qu'il gagnait 13 USD par jour, soit deux fois plus que le salaire minimum au Mexique. Après avoir acheté des haricots, du riz, de la viande, et payé le transport jusqu'à son lieu de travail, il ne lui reste qu'un dollar par jour, ce qui ne suffit pas à couvrir ses besoins fondamentaux.

« Sans revenus garantis, les travailleurs et leurs familles ne peuvent rien dépenser. Si l'on veut restaurer la confiance, il faut des emplois de qualité pour ces travailleurs et leurs familles. Il convient de faire en sorte que l'engagement des gouvernements envers l'emploi soit accompagné des investissements nécessaires », affirme Sharan Burrow.

